

Tribune libre/ A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, ce 3 mai 2018

Ligne de Plimsoll pour l'impartialité de l'information au Gabon : ça bouge dans les rédactions des médias gabonais

Par Jacob-Urbain MA-
DOUNGOU*

Libreville/Gabon

LE Gabon, à l'instar des autres États francophones d'Afrique noire, a choisi légitimement la démocratie comme mode de gestion étatique depuis l'an 1990. Ce choix qui a été la résultante de la Conférence nationale a conduit légitimement à la libéralisation de la parole, et donc de la démocratie, synonyme de liberté de la presse. Notre propos tire sa source, suite à la publication d'un document par le Journal l'union du 11 mars 2018, en page 7 intitulé : Rapport d'Observation n°4 de l'Observatoire de la Couverture Médiatique des Élections -Gabon (OCME-Gabon), signé de son

Coordinateur Etienne Tasse, et le récent classement 2018 de la liberté de la presse dans le monde publié le 25 avril 2018. Cet Observatoire qui regorge de brillants journalistes et communicants nationaux, en partenariat avec Journalistes en Afrique pour le Développement (JADE) et l'aide financière de l'Union européenne, a mis à la disposition du public gabonais, le comportement des médias gabonais, notamment, ce qu'a été le traitement de l'information par certains médias gabonais, pour la période couvrant le quatrième trimestre de l'année 2017. Il ressort de l'analyse faite après lecture de cette publication, que pour ces spécialistes, en matière de traitement équitable et impartiale de l'information en période électorale, le Gabon n'a pas à rougir, il ne porte pas le bonnet d'âne en matière de liberté d'expression de médias en période électorale dans la sous-région.

Nous avons appris que pour bâtir son rapport d'observation, et se prémunir de toutes critiques, l'Observatoire de la couverture médiatique des élections gabonaises s'est appuyé fortement sur les normes définies par les instruments internationaux, notamment : la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui prescrit l'égalité d'accès aux services et biens publics. Ce

qui implique le principe de l'égalité d'accès de tous les citoyens aux médias à capitaux publics ; la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance qui recommande un accès équitable aux médias d'État de tous les candidats et partis politiques, etc. Ce mode opératoire qui obéit à la bienséance déontologique ne pouvait aboutir qu'à la production d'un tel document qui augure des lendemains toujours meilleurs, en dépit de sa jeunesse dans l'univers de l'analyse du comportement des médias en période de campagne de propagande politique.

De manière générale, il est reconnu que dans de nombreux pays africains, la situation sociopolitique volatile et le « mal-être économique » des populations ne sont pas toujours évidents, ni favorables à l'épanouissement des médias. En dépit de ce tableau peu encourageant, il existe des pays qui sortent du lot pour être pris en exemple en matière de liberté expressive. A cet égard, avec la libéralisation de la parole, et de l'espace public, notre pays, le Gabon, dispose de plus d'une centaine de médias (radio, télévision, presse écrite, presse en ligne, etc.). Le mérite du rapport de l'Observatoire c'est d'avoir mis en exergue la posture de vingt et un (21) organes de presse durant la période indiquée supra, c'est aussi vouloir très certainement signifier implicitement que ces médias, retenus pour cette étude constituent, à n'en point douter, la référence nationale en termes de crédibilité, d'audience d'écoute et de lecture.

INCARNATION DES VALEURS* Au-delà de toutes réactions partisans, de tous préjugés, il est indéniable de reconnaître que le secteur médiatique au Gabon dispose de nombreux atouts enviables et enviés sous d'autres cieux. Loin de nous, l'intention d'exposer exhaustivement les atouts du Gabon dans ce domaine, parmi ces avantages, outre la subvention d'aide à la presse, il y a la diversité de ton dans le paysage médiatique,

qui est un atout avéré. Mais, je peux dire aujourd'hui que l'une des plus belles réponses qui nous est offerte, lorsque nous parcourons la presse écrite et regardons la télévision, la pratique journalistique de ces médias est la suivante : « *Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres* ». En d'autres termes, il se dégage chez certains journalistes desdits médias, la volonté de faire la part des choses entre le fait, c'est-à-dire l'actualité ou l'information et son opinion à lui. On peut sans risque de se tromper affirmer que l'indépendance d'un média est une prétention, une volonté, voire une construction. Les médias font partie des appareils idéologiques au service non seulement de l'État, mais de tous ceux qui veulent ou savent s'en servir. Tout média crédible dispose d'une ligne éditoriale flexible ou inflexible, une politique d'adhésion, etc., ce qui signifie, très certainement, la voie ouverte aux influences positives ou condamnables.

Dans le contexte médiatique gabonais où je constate, pour le regretter, une certaine presse, soutenant un camp politique précis, semble vouloir être foncièrement nihiliste, négationniste, etc., ou l'adversaire politique, quel que soit le bien qu'il fait pour le pays, on perd le sens de la répartition pour dire que tout est négatif. De mon point de vue, cette attitude est déloyale, elle n'est pas rationnelle, elle n'est pas morale. C'est pourquoi, après une profonde cogitation sur ce malaise de cette presse de l'intox, je demande aux responsables des médias qui ont encore la fibre patriotique, celle de l'impartialité, de la justesse, de la tempérance, etc., de s'approprier ce principe sage de Dante : « *Fais ton devoir et laisse dire les gens* ». C'est connu : quoi que tu fasses, les gens trouveront à redire. Le plus important c'est d'incarner les valeurs, à côté de ces valeurs, il y a nos principes et nos convictions qui relèvent de notre propre substratum.

Pour ma part, c'est un motif d'espoir, pour ne pas dire de satisfaction,

de voir un organe scientifique indépendant procéder à une analyse de nos médias, en y procédant par une évaluation consistant à leur procurer une notation évaluative sur l'impartialité de leur production informationnelle. A en juger par le dynamisme dans le secteur, ce qui n'occulte point quelques points noirs, le Gabon est un pays doté d'une grande diversité et activité en termes d'information.

Dans le dernier rapport sur la liberté de la presse, publié le 25 avril 2018 par Reporter Sans Frontières (RSF), le pays arrive en tête de la sous-région d'Afrique centrale devant le Congo Brazzaville, le Tchad, le Cameroun, la République Démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, Guinée équatoriale. A ce titre, qu'il me soit permis d'adresser nos sincères félicitations à ces vaillants journalistes et communicateurs, les premiers de cordée de la sous-région qui, suite à ce classement mirifique et flatteur, traduit aisément que grâce à votre travail de qualité, le Gabon a pris de l'avance par rapport aux autres pays de la sous-région.

Magnifiée ici, vilipendée là, dans tous les pays du monde, l'action de la presse est diversement appréciée par l'opinion publique. D'une manière empirique, c'est dans les pays en voie de développement, et singulièrement en Afrique, que la cohabitation des médias avec les principaux pouvoirs, notamment exécutif, législatif et judiciaire, est souvent hélas, source de discorde. Ce schisme découle très certainement de ce que, le moteur d'une presse impartiale n'est toujours pas bien perçu, ici et là dans nos États encore confrontés au sous-développement. Pourtant, les liens de causalité entre le développement d'une société moderne, dynamique et ambitieuse et des médias libres sont aujourd'hui visibles dans le monde. Sous d'autres cieux, une critique à l'endroit du chef de l'État, ou autres personnalités constitue un motif légal d'arrestation et d'emprisonnement.

Au Gabon, certains médias se sont spécialisés

dans ce registre ; au-delà de la critique de l'action publique, ils n'hésitent pas à faire recours à l'insulte, l'invective, à la violation de la vie privée des citoyens. Cette différence de ton dans le paysage médiatique gabonais a donné naissance à deux catégories de médias selon les analystes, à savoir : la presse proche du pouvoir, qui se montre moins critique à l'endroit du Gouvernement en place, et la presse proche de l'opposition, très critique et parfois virulente face au parti au pouvoir. Pour un pays en devenir comme le Gabon, cette fracture antagoniste des choix éditoriaux qui peut se comprendre en démocratie, ne doit nullement faire de la radicalité informationnelle une posture définitive pour un média.

En effet, j'en suis parfaitement conscient, le journaliste en tant que chroniqueur des actions et pensées humaines, ne surgit pas du néant. Il n'est pas une monade, il a une histoire, une conviction. Le plus important encore une fois, c'est de savoir à qui profite son combat. Doit-il choisir de se servir, de servir son peuple ou de l'asservir ? Vous avez la réponse vous et moi. Si on considère la démocratie française comme une grande

en la matière, et j'ai eu cette petite chance autant que vous, de voir des journalistes et des communicants d'obédiences de gauche ou de droite afficher ouvertement leur option idéologique dans les organes de presse. C'est dire qu'il urge dans notre pays à ce que certains organes de presse se reprennent. Le bon sens voudrait que tout ce qui constitue un obstacle au progrès, au développement, soit mis à jour. Il nous faut, de ce fait, avoir une certaine éthique de la discussion dans notre pays. Au lieu d'une opposition systématique et systémique, négationniste et nihiliste, voyons le débat démocratique de presse et d'opinion en termes d'intersubjectivité où chacun, tout en prétendant avoir raison, admet modestement et humainement que la vérité pourrait surgir du média : l'Union, Échos du nord, Dialogue, Matin Équatorial, Gabon 1ère, Gabon 24, TV+, Télé Hermon, etc.

(A suivre...)

Diplômé en Communication de Sciences Po. Lille, Docteur en Sciences politiques (Université Paris Marne-la-Vallée)

